



Déclarations et Discours

NO 78/9

LE CANADA ET LE COMMONWEALTH

Article du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Don Jamieson
(*Edmonton Journal*, le 3 août 1978)

Hôtesse des Jeux du Commonwealth, la ville d'Edmonton va bientôt attirer l'attention du monde entier. J'aimerais profiter de cette occasion pour vous faire part de quelques réflexions sur le Commonwealth et sur le rôle que le Canada y joue. En ma qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'éprouve beaucoup d'estime et de respect pour cette organisation unique d'États amis dispersés aux quatre coins du globe qui, autrefois unis par un lien commun avec la Grande-Bretagne, se rencontrent aujourd'hui sur un pied d'égalité, libres et indépendants. Je voudrais tout particulièrement souhaiter la bienvenue à tous les participants aux Jeux et aux nombreux visiteurs de marque qui y assisteront. Je voudrais aussi rendre hommage à la ville d'Edmonton et à tous ceux qui ont participé de près ou de loin à l'organisation de cette grandiose manifestation sportive. Ceux d'entre nous qui ont travaillé avec le Commonwealth savent au fond d'eux-mêmes que si l'on cultivait quelque peu les qualités qui le caractérisent: amitié, égalité, franchise — en un mot, son esprit — dans les relations internationales en général, nous progresserions bien davantage sur la voie de la paix et de la stabilité mondiales. Les Jeux du Commonwealth eux-mêmes offrent un exemple unique de cet esprit.

Le sens du
Commonwealth
pour le Canada

Il n'est pas exagéré de dire que le Commonwealth est unique, par sa composition, par la souplesse de ses méthodes de travail, par le peu de formalités et la spontanéité qui caractérisent les réunions biennales de ses chefs de gouvernement. Formé de 37 pays indépendants où l'on retrouve toutes les races, toutes les croyances et tous les degrés de développement économique, le Commonwealth regroupe à peu près le quart des nations et de la population du monde. Il continue de grandir au fur et à mesure que ses dépendances et ses États associés accèdent à l'indépendance. Son importance, du point de vue géographique en particulier, en fait un microcosme de la communauté mondiale, dont les membres se consultent et collaborent de plein gré non seulement pour résoudre les problèmes du Commonwealth, mais aussi pour créer des liens de coopération à l'échelle mondiale et oeuvrer en faveur de la compréhension internationale. Le Commonwealth, qui est plus un organisme de consultation que de négociation, s'appuie, dans ses décisions, sur le consensus: à la différence des Nations Unies, il ne recourt ni au vote, ni au droit de véto; on n'y distingue ni blocs idéologiques ou géographiques. Il n'y a pas d'adhésion automatique: chacun de ses membres a librement choisi de faire partie du Commonwealth au moment de son accession à l'indépendance. Autre témoignage de sa souplesse, le Commonwealth comprend aujourd'hui quelque 25 républiques et royaumes qui tous acceptent la reine comme le symbole de leur libre association. Chacun est libre d'exprimer ses opinions et, le cas échéant, son désaccord mais dans un groupe d'amis et d'associés de longue date, le désaccord n'entraîne pas l'animosité; il est empreint de tolérance et, surtout, il peut amener à mieux comprendre un point de vue opposé.

La réunion biennale des chefs de gouvernement fournit la meilleure occasion de voir le Commonwealth à l'oeuvre: premiers ministres et présidents des pays membres s'y rencontrent sous le signe de l'amitié et y discutent en toute franchise et en toute liberté des problèmes du Commonwealth et de la communauté mondiale. L'atmosphère y est intime et sans cérémonies, si bien que ces réunions donnent une image étonnamment fidèle de la situation internationale. La dernière a eu lieu à Londres en juin 1977. Les chefs de gouvernement y ont produit un impressionnant communiqué, sans se soucier d'édulcorer leurs conclusions et leurs décisions: le Commonwealth s'est officiellement prononcé en faveur des luttes de libération au Zimbabwe et en Namibie, contre les régimes des minorités racistes en Afrique australe et contre l'Afrique du Sud pour le soutien qu'elle leur accorde; les chefs de gouvernement ont aussi étudié la possibilité d'accorder une aide plus importante aux uns et d'imposer des sanctions aux autres; ils ont consigné par écrit la compassion que leur inspire la quête du Tiers-monde pour un ordre économique international plus juste et ont convenu des mesures à prendre à cet égard; ils ont renouvelé leur engagement relatif au respect des droits fondamentaux de tous les humains et on adopté l'Accord (devenu célèbre) de Gleneagles condamnant l'*apartheid* dans les sports. Ils ont également passé en revue d'autres grandes questions internationales, comme la situation au Moyen-Orient, à Chypre, Belize, dans la région de l'océan Indien, le droit de la mer et le rôle croissant des ententes régionales dans les affaires mondiales. Le communiqué lui-même revêt une grande importance dans les affaires internationales. Mais ce qui est plus important encore, c'est qu'un groupe de chefs d'État, représentant bien, étant donné la diversité de leurs pays, l'ensemble des nations du monde, aient pu s'entendre sur un éventail aussi large de problèmes et de solutions et rentrer chez eux, décidés à travailler, avec le soutien de l'association tout entière, à la réalisation des objectifs fixés, et certains de la totale compatibilité de ces objectifs avec les engagements et les idéaux nationaux, régionaux et universels.

Dans les années soixante, le nombre des États membres s'est accru rapidement et du petit groupe qu'on appelait le "vieux Commonwealth" est né le "nouveau Commonwealth". Presque toutes les anciennes colonies britanniques d'Afrique, d'Asie et des Antilles ont en effet choisi d'y adhérer au moment de leur indépendance. (C'est aussi à cette époque que l'Afrique du Sud a été évincée à cause de ses politiques raciales inacceptables.) En dépit de cette évolution, les activités du Commonwealth continuent à graviter, principalement, autour des réunions des chefs de gouvernement, mais ces derniers ont estimé qu'il était nécessaire de créer des structures administratives plus durables, non seulement pour assurer l'organisation des grandes conférences et le déroulement continu de consultations intergouvernementales, mais aussi pour mettre en oeuvre des programmes touchant des domaines de coopération technique spécifiques et, d'une façon générale, assurer l'application des mesures adoptées. C'est ainsi que le Secrétariat du Commonwealth a été établi à Londres en 1965, sous la direction du célèbre diplomate canadien Arnold Smith. Il a actuellement à sa tête M. Shridath Ramphal, ex-ministre des Affaires étrangères de la Guyanne. M. Ramphal qui exerce les fonctions de secrétaire général, est un homme éminent qui met énormément d'espoir dans le Commonwealth.

Le Secrétariat dispose des moyens voulus pour faciliter le déroulement des fréquentes

consultations politiques et économiques et pour mettre en oeuvre toutes sortes de programmes de coopération technique: programmes d'aide au développement, d'études économiques d'intérêt commun, programmes intéressant les sciences, la santé et le bien-être, l'éducation et la jeunesse. Il y a longtemps que le Commonwealth apporte sa contribution au développement; son programme dans ce domaine fait d'ailleurs l'envie de la communauté internationale puisqu'il contribue à la réalisation d'une multitude de projets pour lesquels on ne peut pas toujours compter sur l'appui d'organisations plus imposantes. Composé d'un groupe relativement restreint de pays, le Commonwealth peut souvent fournir plus rapidement que ces dernières et à moindre coût) les experts et les fonds nécessaires. Il va de soi qu'une langue de travail et des traditions administratives, pédagogiques et juridiques communes à tous ses membres lui sont d'un grand secours dans ce domaine.

Par ses activités, le Commonwealth s'est peu à peu imposé comme une organisation internationale constructive et dynamique qui adhère aux idéaux, aux principes et aux programmes des Nations Unies. Jouissant officiellement du statut d'observateur auprès de l'ONU, il est, en outre, en liaison constante tant avec le siège de l'Organisation qu'avec ses diverses institutions spécialisées. Le secrétaire général déclarait récemment, lors d'une conférence du Commonwealth sur les problèmes du commerce des produits de base: "Le Commonwealth ne peut négocier au nom de tous les pays du monde, mais il peut les aider à négocier". Ces paroles donnent une idée tout à fait juste du Commonwealth et du rôle qu'il joue actuellement dans des questions aussi cruciales que la situation en Afrique australe, la situation économique mondiale et les aspirations du monde en développement, l'aide au développement et les problèmes qui s'y rattachent.

Le Canada reste fortement attaché au Commonwealth, non seulement par des liens historiques, culturels et linguistiques, mais aussi étant donné sa conviction que les idéaux et les programmes du Commonwealth correspondent aux siens. D'une part le Commonwealth lui permet de conserver des liens qu'il tient à préserver avec la Grande-Bretagne. D'autre part, il est synonyme d'indépendance, de représentation planétaire, de respect mutuel et de coopération, notions qui, du point de vue du Canada, sont essentielles à la solution des problèmes internationaux.

Le Canada et les premiers ministres canadiens ont joué un rôle de premier plan dans l'édification du "nouveau Commonwealth". Le premier ministre Trudeau, en particulier, s'est fait fort de préserver le caractère familial et la portée des discussions des chefs de gouvernement et il a joué un rôle de premier plan dans la formulation de l'Accord de Gleneagles. Par ailleurs, on trouve des Canadiens parmi les cadres supérieurs du Secrétariat, et nos experts sont mis à contribution lors de la préparation de presque toutes les grandes études spéciales qui sous-tendent l'action politique et économique du Commonwealth. Signalons aussi, que le Canada a favorisé l'établissement de la coopération entre le Commonwealth et la Francophonie. A longueur d'année, des citoyens canadiens, des parlementaires, des fonctionnaires et des ministères fédéraux sont mêlés de près à des conférences et à des programmes du Commonwealth. Enfin, ce qui n'est pas la moindre des choses, le Canada manifeste son appui au Commonwealth en restant l'un de ses premiers bailleurs de fonds.

La promotion du Commonwealth et du rôle positif qu'il peut jouer dans les affaires mondiales reste d'ailleurs une pièce maîtresse de la politique étrangère canadienne. Il n'est pas un seul secteur d'intérêt international qui ne touche directement ou indirectement l'un ou l'autre des membres du Commonwealth. Le Commonwealth a le pouvoir incontestable de rapprocher les gouvernements et les peuples, le Nord et le Sud, les pays riches et les pays pauvres. Nous tenons à en préserver les attributs uniques, à stimuler, à tous les niveaux, la participation de ses membres à ses activités et à renforcer le rôle qu'il joue, avec ses organisations non gouvernementales, pour le plus grand bien de la coopération mondiale.

Permettez-moi maintenant de souhaiter la bienvenue à nos visiteurs à l'occasion des Jeux du Commonwealth; puisse leur séjour au Canada être des plus agréables. Les sports ont ceci de particulier qu'ils favorisent les contacts humains véritables et sincères, la compétition pacifique dans la recherche du dépassement. Aujourd'hui, c'est avec fierté que le Canada accueille une exaltante manifestation sportive. Nous espérons que nos visiteurs éprouveront le même sentiment quand ils se remémoreront le Canada et les Jeux du Commonwealth de 1978.

S/C